

# Imposons la fin du génocide, imposons le Droit !

Alors qu'Israël poursuit ses bombardements et son blocus mortifères à Gaza et qu'il les étend maintenant en Syrie après le Liban, Amnesty International vient de publier un rapport intitulé « *On a l'impression d'être des sous-humains - Le génocide des palestiniens et palestiniennes commis par Israël à Gaza* », dont la conclusion est clairement affirmée : il s'agit bien d'un génocide à Gaza. Alors que la Convention Internationale contre le génocide l'oblige à agir, l'Exécutif français n'a toujours pas condamné clairement les actes criminels commis par l'Etat d'Israël, ni pris des sanctions à la hauteur de ses obligations.

Et pourtant la France, à l'Assemblée générale de l'ONU, a voté :

- le 18/09/24 pour une résolution, avec 147 autres Etats, dénonçant l'illégalité de la colonisation israélienne, indiquant qu'Is devait quitter les Territoires palestiniens occupés sous 12 mois, que les colons devaient être évacués, les biens restitués et réaffirmant le droit à l'autodétermination et à un Etat pour le peuple palestinien, sans aucune entrave de la part d'Israël
- le 3/12/24, ainsi que 157 Etats, pour une nouvelle résolution afin d'organiser une conférence internationale pour l'instauration d'une paix globale, juste et durable au Moyen Orient, conférence fixée du 2 au 4 juin 2025 à New York et présidée par la France et l'Arabie saoudite.

Il reste donc 9 mois à Israël pour évacuer le territoire palestinien qu'il occupe illégalement depuis 1967 et il reste 9 mois aux États ayant voté cette résolution le 18 septembre pour la mettre en œuvre. C'est cette question centrale qui devra être au cœur de la conférence du mois de juin. Le Droit est dit, les modalités de son application aussi : il faut maintenant passer aux actes !

Non seulement Israël n'a pas l'intention de respecter ces exigences, mais pire, il a annoncé l'exact opposé : recoloniser la bande de Gaza et annexer la Cisjordanie et le Golan syrien... L'arrivée au pouvoir de Donald Trump ne peut que l'y encourager.

Pour l'instant, la France ne donne aucun signe de son intention de se conformer à ses obligations, encore moins de mettre en œuvre des sanctions contre Israël, au-delà de mesures symboliques contre quelques colons particulièrement violents. Cette attitude renforce l'impunité d'Israël.

Par notre mobilisation partout dans le monde, nous exigeons d'abord **un cessez-le-feu total, immédiat et durable, l'ouverture de la Bande de Gaza** aux approvisionnements, aux organisations humanitaires, aux enquêteurs internationaux, aux journalistes, ainsi que le plein respect par Israël des organisations internationales dont l'**UNRWA**.

Au-delà, c'est **le droit du peuple palestinien à l'autodétermination** qui doit pouvoir enfin s'exercer, en commençant par la fin de l'occupation et du régime d'apartheid et le démantèlement des colonies.

Nous exigeons l'arrêt de toute livraison d'armes et des sanctions pour imposer le Droit.

**Rejoignez les groupes locaux AFPS:**



Evry Palestine [contact@evrypalestine.org](mailto:contact@evrypalestine.org)

L'Olivier AFPS Corbeil-Essonnes [olivier.palestine.corbeil@gmail.com](mailto:olivier.palestine.corbeil@gmail.com)

